THE PRESIDENT OF THE GENERAL ASSEMBLY

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE

24 mai 2007

Déclaration de S.E. M. Srgjan Kerim, Président élu de la 62ème Session de l'Assemblée Générale, à l'occasion de son élection au poste de Président Les grands enjeux de notre époque dépassent les frontières : mondialisation, changements climatiques, terrorisme, immigration et développement durable ne peuvent pas être entièrement réglés dans les limites des frontières nationales ni au niveau régional.

L'ONU a subi des échecs. Cependant, il ne faut pas toujours en chercher les principales causes dans les déficiences du système des Nations Unies, mais parfois dans le manque de volonté politique de chacun des États Membres de coopérer au sein du cadre multilatéral.

## [L'orateur poursuit en français]

Aujourd'hui, parler de gouvernance, c'est bien sûr parler de gouvernements, mais aussi de citoyens. L'ère régalienne de la négociation interétatique pure est révolue dans ce domaine : l'avenir de la planète est l'affaire de tous. Le développement durable doit être une entreprise démocratique, inclusive et participative.

La gouvernance de demain, la gouvernance démocratique, doit associer tous les niveaux décisionnels. Un projet de réforme crédible ne saurait se tromper de génération : la gouvernance internationale de l'environnement se doit d'être à l'image de l'esprit démocratique qui anime la mission de l'Assemblée générale.

## [L'orateur reprend en anglais]

Les scientifiques et les experts nous ont dit la désagréable vérité sur le réchauffement de la planète. À cet égard, je voudrais faire l'éloge des travaux récents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. À présent, il revient au monde politique, au monde des entreprises et à la société civile de prendre le relais. Les changements climatiques ont des répercussions sur tous les aspects de notre vie quotidienne, qu'il s'agisse de l'environnement, de la santé, de l'énergie, du développement économique, des droits de l'homme, de la paix, de la sécurité ou de la gouvernance mondiale. Alors que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques constitue le cadre de négociation sur les changements climatiques en ce qui concerne l'action globale, l'Assemblée générale doit être l'enceinte de l'action concertée. Le débat doit se concentrer sur les liens entre l'innovation technologique, l'énergie renouvelable et l'environnement. Ensemble, nous pouvons lutter contre les changements climatiques et parvenir à une croissance économique dynamique et au développement durable.

Alors que nous sommes à mi-chemin de l'échéance de 2015, nous devons intensifier nos efforts pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il est clair que nombre d'entre eux ne seront pas atteints. En Afrique notamment, réaliser les OMD n'est pas seulement une mise à l'épreuve de notre capacité de remplir nos engagements; c'est avant tout une mise à l'épreuve de nos obligations morales et des valeurs éthiques qui sont énoncées dans la Charte des Nations Unies. Pour réaliser ces objectifs ainsi que d'autres objectifs de développement, nous devons être plus exigeants avec nous-mêmes ainsi qu'avec l'Organisation. Si l'ONU veut apporter une contribution véritable et mieux satisfaire les besoins des pays en développement, elle doit accroître la coordination et la cohérence à l'échelle du système.

Parmi les autres priorités de la soixante-deuxième session, je relève les suivantes : examen des progrès de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies; préparation de la conférence internationale de suivi sur le financement du développement, qui se tiendra à Doha, et de la réunion commémorative consacrée aux enfants; élaboration d'autres mesures concrètes visant la réforme du Conseil de sécurité, un aspect vital du programme de réforme globale de l'ONU. En outre, étant donné qu'il est de plus en plus urgent de développer un sentiment de respect pour autrui, qui peut sous-tendre la compréhension mutuelle, l'amitié et la paix, nous devons continuer à favoriser et à promouvoir le dialogue entre les civilisations pendant la soixante-